Réforme de la rédaction :

Faire plus avec moins



Dans deux mois, l'AFP va vivre sa plus importante réforme rédactionnelle depuis des décennies. Un projet mené tambour battant malgré l'irruption de la pandémie, et qui commence à inquiéter le personnel.

Certes, les futurs chefs des pôles ont tenté de rassurer la rédaction et des arbitrages ont été effectués ces dernières semaines sur les périmètres de couverture (il était temps !). Mais de nombreux journalistes y vont à reculons.

Outre la perte de repères liée à l'explosion d'une organisation qui marchait tant bien que mal pour plonger dans l'inconnu en pleine année d'élection présidentielle, beaucoup craignent une surcharge de travail.

Alors que la réforme est censée diminuer les angles morts, c'est-à-dire traiter des sujets jusqu'ici trop peu couverts, et ce à effectif constant dans un premier temps, c'est une charge de travail accrue que devront supporter les journalistes.

Car la direction a beau jeu de dire qu'on fera différemment et que d'autres sujets seront moins couverts, pour l'instant, les journalistes ont surtout été informés de ce qu'ils feront en plus et pas de ce qu'ils feront en moins. C'est d'ailleurs peut-être le principal intérêt de cette réforme pour la direction : bouleverser tous les repères en redistribuant toute la couverture afin de camoufler et rendre plus digeste une hausse de la charge de travail.

Évidemment, la direction se veut rassurante, en disant que nous y arriverons et que, grâce aux efforts de chacun, les problèmes qui ne manqueront pas de se poser seront résolus. Et elle a raison : encore une fois, ce seront les salariés, par leur implication et leur conscience professionnelle, qui vont permettre à l'AFP de tenir bon, malgré les bâtons dans les roues mis par la direction et le manque de moyens.

Et puis à ceux qui se démotiveront, devant cette pression et cette absence de reconnaissance, on demandera de faire preuve de « bonne volonté », comme à chaque fois que des difficultés apparaissent.

Mais rappelons-le, **la bonne volonté, ça se mérite**! Et nous espérons que la direction saura s'en souvenir à l'heure où vont débuter les négociations salariales¹, à l'heure où l'AFP « va bien », comme le dit notre PDG. Si l'AFP va bien, c'est grâce à ses salariés, tandis que le désengagement financier de l'État s'accentue. Cela semble évident, mais tâchons de ne pas l'oublier.

SUD réaffirme son opposition à la dilution avec cette réforme du **service social**, qui n'aboutira qu'à l'affaiblissement de la couverture des sujets sociaux (c'est peut-être cela que l'on fera moins, malgré les belles promesses de la direction ?). Et nous craignons des tensions entre les nouveaux pôles. D'ailleurs, la nouvelle répartition de la charge de travail occasionne déjà des frictions.

Rappelons enfin que cette refonte intervient après une première réforme qui n'a pas fait ses preuves, celle du desk unique : motivée par la réduction des postes, celle-ci s'est traduite par une vraie dégradation des conditions de travail, et a montré que la polyvalence décrétée d'en haut ne marche pas forcément.

Dans ce contexte, *SUD* encourage les salariés à faire part à ses élus de leurs inquiétudes ou à leur remonter les difficultés auxquelles ils feront immanquablement face, une fois la réforme mise en place. Alors que le télétravail a distendu les liens, ce dialogue entre salariés et syndicats est d'autant plus nécessaire. C'est grâce à lui que nous pouvons le mieux vous représenter et vous défendre.

¹ Pour rappel, *SUD* demande +2,2% *pour tous* et la création de nouveaux paliers pour la prime d'ancienneté (cf. http://u.afp.com/UFyg). Les négociations doivent débuter le 10 novembre.